



Saclay : plateau des monts et merveilles ?

Dernière minute sur les transports : 4 petits km à l'est (Massy-Saclay) promis pour 2020 en échange d'un retard sur les 20 prévus à l'ouest jusqu'à Versailles, en dehors de tout projet Saclay.

C'est un des effets Saclay, mais il y a d'autres « merveilles » :

> **Loyers** L'INRA devrait payer pendant 30 ans un loyer pour occuper un nouveau bâtiment, après avoir abandonné ceux flambant neufs qui viennent d'être construits sur Grignon... et on ose nous parler de restrictions budgétaires ! Sans oublier le coût du déménagement en lui-même.

> **Désorganisation des équipes** Une grande partie des quelques 500 collègues prévus pour aller sur Saclay semble refuser cette migration forcée. On a pu voir les problèmes importants soulevés pour recaser moins de 10 personnes lors de la fermeture d'unités, à Lille par exemple. Qu'en serait-il pour plusieurs centaines d'un coup ? Quelle garantie de la Direction de l'INRA pour leur maintien dans les sites actuels ? AUCUNE ! Quelles garanties pour la pérennité des programmes de recherche associés à ces personnels ? AUCUNE ! Déplacer l'outil de recherche ne peut se faire sans les hommes et les femmes qui le font fonctionner.

> **Précarité** Si une partie significative des titulaires refusent d'aller sur Saclay, est ce que ceux qui accepteraient de partir seraient mieux lotis ? La Direction Générale entend elle compenser les emplois des collègues refusant d'aller sur Saclay par l'ouverture en nombre de nouveaux postes de titulaires ? Ne sera-t-elle pas tentée de leur substituer des précaires ? Imaginez alors les conditions de travail dans les équipes, avec le fossé qui en résultera entre les agents. Quelle pérennité auraient dans ces conditions nos sujets de recherche, et nos savoir-faire ?

> **Qualité de vie au quotidien** Quelle serait la vie de ceux qui accepteraient de partir ? Quels logements espérer, et à quel prix ? Et pour tous ceux qui seraient forcés de continuer de vivre près des sites actuels ? Quelle garantie réelle d'avoir des transports adaptés avant un déménagement annoncé pour 2018 ? Au mieux un bout de métro en 2020... peut-être !

> **Projet Scientifique** L'intérêt de la science et la possibilité de développer de nouvelles recherches étaient totalement absents du montage du projet, plutôt fondé sur les aspects 'gouvernance', management et intérêts politico-financiers. Comment croire à la pertinence de projets scientifiques plaqués a posteriori pour habiller le montage une fois tout décidé ?

> **Gouvernance** Plusieurs fois déjà, la Direction de l'INRA a été relativement écartée des processus décisionnels, comme lors des auditions de l'INDEX où des engagements ont été pris par la FCS sans que l'INRA ne le sache. Quel mot pourra encore dire l'Institut et ses conseils scientifiques, une fois fondu dans l'université Paris Saclay qui aura la haute main sur les orientations de travail ?... et tandis qu'on lui demandera de fournir à l'Université de plus en plus de moyens humains et matériels.

> **Publications** Un déménagement entraînerait de facto une désorganisation de l'activité des services, entre personnels restants et partants. Quel impact généré sur l'activité de publications ou d'encadrement et de réussite des thèses ? Avec l'évaluation des équipes en toile de fond.

> **Moyens expérimentaux** Quid des parcelles expérimentales à Saclay ? Les équipes qui font de l'Agronomie au sens large vont perdre leur principal outil de travail, petite poussière oubliée en chemin par les bâtisseurs d'un campus de plus de 40 000 personnes !

Quels "plus" pour tous ces "moins" !?!

Qu'irions-nous faire (mal) là-haut

que nous ne faisons déjà (pas trop mal) ici ?

La CGT continue de dénoncer le projet « Saclay » qui est bien plus qu'un simple projet de bâtiment conjoint regroupant la totalité d'AgroParisTech Ile-de-France et les unités INRA associées.

Rappel de quelques chiffres :

- **257 millions d'€ investis pour la seule réalisation du bâtiment**
- **et loyer de plus de 2,5 millions d'€ par an à régler par l'INRA pendant 30 ans.**
- L'Etat se portant garant, on peut sans mal imaginer la pression qu'il exercera sur notre établissement pour trouver des ressources extérieures supplémentaires ou nous **contraindre à de nouvelles réductions de dépenses, surtout que les financements prévus ne semblent plus garantis***.**
- Au moins 380 titulaires de l'INRA directement concernés ne serait-ce que pour le déménagement, auxquels il faut rajouter les non titulaires.

Rappelons aussi que pour obtenir une partie du financement de ce bâtiment, les directions d'AgroParisTech et de l'INRA ont du accepter de rejoindre un ensemble de 23 établissements au sein d'une Fondation de Coopération Scientifique (FCS).

Cette FCS est une structure de droit privé dont l'objectif est la création de l'**Université Paris-Saclay (UPSY) qui chapeautera tout dans un seul ensemble pilotant à la fois formation, recherche, moyens et personnels.**

L'INRA dans l'UPSY :

Que d'impacts... mais quelle science ??

*** **Bâtiments construits sur Grignon** : EGER 7 M€ en 2002 et BIOGER 8 M€ en 2009. Si on y ajoute les investissements d'AgroParisTech, on monte à 45 M€ sur Grignon depuis 2000. Et dans le tableau de financement, on annonce la vente du site de Grignon pour 30 M€ ! Et encore, si on trouve un acheteur... Il en est de même pour les locaux de la rue Claude Bernard, du fait des coûts de rénovation. Cela veut dire que le financement du bâtiment n'est pas acquis et qu'il y a des surcoûts à attendre.... ou des restrictions de surface !

Lors du Comité Technique du 05 Février, le PDG de l'INRA a osé se réfugier derrière un « dossier insuffisamment instruit » pour ne pas répondre aux élus du personnel à propos du devenir des agents qui refuseraient d'aller à Saclay, et des recherches qui leur sont associées ! Il venait pourtant de participer au séminaire de la Fondation le 30 janvier, traitant de l'engagement des partenaires sur la mutualisation des moyens et crédits de recherche au sein de Saclay. Ce mépris à l'égard de près de 500 de nos collègues ne peut rester sous silence.

Nous sommes dans une période charnière, ce projet n'est pas encore définitif.

La direction de l'INRA n'a d'ailleurs pas rendu à la FCS la lettre d'intention qu'elle devait envoyer pour fin Janvier.

Notre mobilisation peut bloquer ce projet !

Le 27 Février, le Conseil d'Administration de la FCS se réunira sur le Plateau pour valider la convention de consortium et les statuts de la future Université. C'est le moment de rappeler à nos directions que les personnels rejettent ce projet ! **Venez nombreux sur le Plateau le 27 février !**

RV : 15h30 siége de la FSC : Espace Techno - Bât. Discovery à St Aubin (91)